Versement
1574 W 1-234

Identification :

Intitulé/ Analyse : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine. Juridiction gracieuse et contentieuse, Tribunal de police, Tribunal paritaire des baux ruraux.

Dates extrêmes : 1956-2004

Importance matérielle : 20,46 m.l.

Contexte

Service producteur : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

Service versant : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

N° d'entrée du versement : 56256

Date d'entrée du versement : 15 décembre 2009

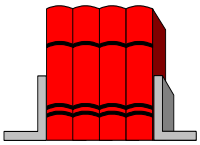
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 1er janvier 2031
Fin communicabilité : 1er janvier 2100

Date de rédaction de l'inventaire : 29 janvier 2013

Réalisé par Pascal et Claudie FONTAINE (Sarl FFAS)

sous le contrôle d'Arnaud BAUDIN
et la direction de Nicolas DOHRMAN



Présentation

Présentation du service producteur

La compétence du Tribunal d'Instance revêt un caractère plus administratif que judiciaire. Proche et accessible, le tribunal d'instance traite la plupart des petits litiges civils de la vie quotidienne. Ce tribunal juge toutes les affaires civiles pour lesquelles la demande porte sur des sommes comprises entre 4 000 et 10 000 euros : litiges liés aux accidents de la circulation, conflits relatifs au paiement des charges de copropriété, dettes impayées, livraisons non conformes, travaux mal exécutés, demandes de dommages et intérêts ou de remboursement d'un produit ou d'un service. Au pénal, il prend le nom de Tribunal de Police et juge les infractions qualifiées de contraventions.

Il statue sur toute une série d'affaires, quel que soit le montant de la demande. Par exemple :

- les litiges entre propriétaires et locataires relatifs au logement d'habitation : paiement des loyers, résiliation du bail, etc.,
- les contestations en matière de funérailles ou relatives aux frais de scolarité ou d'internat,
- les litiges relatifs à l'élagage des arbres et des haies et les actions en bornage pour fixer les limites de deux propriétés,
- les contestations en matière d'élections politiques (établissement des listes électorales) et d'élections professionnelles au sein des entreprises.

Il traite également les litiges relatifs aux crédits à la consommation d'un montant inférieur ou égal à 75 000 euros (ex : crédit pour l'acquisition d'une voiture ou d'une cuisine équipée, etc.).

Il statue sur les demandes d'ouverture d'un régime de protection :

- des mineurs (gestion et administration des biens d'un mineur, représentation du mineur pour un acte de la vie civile),
- de certains majeurs, qui ont besoin d'être assistés ou représentés pour accomplir des actes de la vie courante,
- et les demandes d'émancipation des mineurs âgés de plus de 16 ans.

Ce tribunal a compétence également pour l'établissement des actes de notoriété, des certificats de nationalité ou encore des pactes civils de solidarité (compétence du greffier).

Enfin, certains greffiers en chefs des tribunaux d'instance sont compétents pour recevoir et décider de l'enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité française hors mariage, vérifier que les conditions légales sont réunies, et délivrer les certificats de nationalité française.

Le tribunal d'instance comprend un ou plusieurs juges professionnels.

Les affaires sont toujours jugées par un seul juge d'instance qui préside les audiences et prend seul sa décision, assisté d'un greffier.

Le ministère public n'est pas nécessairement présent aux audiences, mais il y exerce ses attributions civiles : requérir l'application de la loi et veiller aux intérêts de la société.

Créée sous Napoléon 1er, la carte judiciaire n'avait pas connu de modification substantielle depuis 1958 et ne correspondait plus à la réalité démographique, sociale et économique du pays. La réforme, engagée en 2007, s'est achevée le 31 décembre 2010 avec la fermeture de 178 tribunaux d'instance et de 17 tribunaux de grande instance (TGI). Dans l'Aube, cette réforme a conduit à la fermeture des tribunaux d'instance de Bar-sur-Seine, Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Au 1er janvier 2010, seul demeure le tribunal d'instance de Troyes.

Composition et intérêt du fonds

Ce versement comporte des dossiers de tutelle. Il s'agit de dossiers établis pour des enfants mineurs et clos à leur majorité.

On peut également trouver des dossiers de procédure civile : dossiers préparatoires aux audiences et comptes-rendus de jugement. Le classement est effectué à la date des audiences, entraînant une numérotation discontinue des dossiers.

On trouve enfin les dossiers de procédure pénale relatifs aux contraventions de quatrième et de cinquième classe, c'est à dire relevant du Tribunal de Police (classement à la date des audiences, numérotation discontinue).

Pour ces deux dernières catégories de dossiers, il a été pratiqué un tri selon les critères réglementaires préconisés dans la circulaire du Ministère de la Culture DPACI/RES/2003/009 du 10 septembre 2003.

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

9 U 1-310 : Tribunal de première instance de Nogent-sur-Seine (An VIII-1949)

1167 W 1-31 : Tribunal d'instance de Troyes (1957-1990)

1572 W 1-151 : Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine (1953-2004)

1573 W 1-314: Tribunal d'instance de Bar-sur-Aube (1933-2005)

CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d’accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l’un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (art. 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l’accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d’accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces documents sont communicables à l’issue d’un délai de 75 ans (100 ans pour les dossiers relatifs aux mineurs).

Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-234	Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine	1956-2004
1-4	Fonctionnement général	1975-2001
5-15	Enregistrement et contrôles	1960-1979
16-26	Civil	1960-1979
27-39	Juridiction contentieuse	1956-1981
40-56	Juridiction gracieuse	1975-1999
57-214	Tribunal de police	1968-2004
215-234	Juridictions spécialisées	1960-2004

Tribunal d'Instance de Nogent-sur-Seine. Juridiction gracieuse et contentieuse, Tribunal de police, Tribunal paritaire des baux ruraux.

1574 W 1 - 4 ***Fonctionnement général***

1975 - 2001

1574 W 1 - 4 ***Statistiques de l'activité de la juridiction : instructions, états récapitulatifs annuels, états mensuels et partiels, notes de travail***

1975 - 2001

1574 W 1 1975-1986

1975 - 1986

1574 W 2 1987-1996

1987 - 1996

1574 W 3 1997-2001

1997 - 2001

1574 W 4 2002-2004

2002 - 2004

1574 W 5 - 15 ***Enregistrement et contrôles***

1960 - 1979

1574 W 5 - 10 ***Actes divers***

1977 - 1979

1574 W 5 Janvier 1977-juillet 1977

1977

1574 W 6 Juillet 1977-décembre 1977

1977

1574 W 7 Janvier 1978-juin 1978

1978

1574 W 8 Juillet 1978-décembre 1978

1978

1574 W 9 Janvier 1979-juin 1979

1979

1574 W 10 Juillet 1979-décembre 1979

1979

1574 W 11 Direction générale des Impôts : bordereaux des actes déposés

1970

1574 W 12 Nationalité. – Dossier de nationalité de 1974 à 1977 ; cahier déclarations nationalité de 1960 à 1974 ; cahier certificats de nationalité du 16 décembre 1963 au 12 novembre 1975 ; réponses du ministère 1978.

1960 - 1978

1574 W 13 Warrants et privilèges : cahiers d'enregistrement

1969 - 1977

1574 W 14 Warrants et privilèges : formulaires de transcription (enregistrement des actes)

1978 - 1979

1574 W 15 Warrants et privilèges : bordereaux d'inscription des privilèges et actes constitutifs de warrants

1978 - 1979

1574 W 16 - 26 ***Civil***

1960 - 1979

1574 W 16 - 17 ***Registre plumitif d'audiences civiles***

1960 - 1963

1574 W 16 24 juin 1960-9 février 1962

1960 - 1962

1574 W 17 22 mars 1963-8 novembre 1963

1963

1574 W 18 - 19 ***Plumitif de conciliation***

1963 - 1974

1574 W 18 13 décembre 1963-11 avril 1969

1963 - 1969

1574 W 19 9 mai 1969-1er octobre 1974

1969 - 1974

1574 W 20 Registre plumitif d'audiences publiques civiles et prud'homales

1974 - 1977

1574 W 21 Plumitif de conciliations civiles et prud'homales

1974 - 1977

1574 W 22 Dossiers individuels d'audiences civiles

1959 - 1969

1574 W 23 - 26 ***Jugements civils : minutes***

1969 - 1979

1574 W 23 1969

1969

1574 W 24 1977

1977

1574 W 25 1978

1978

1574 W 26 1979

1979

1574 W 27 - 39 ***Juridiction contentieuse***

1956 - 1981

1574 W 27 - 31 ***Saisies-arrêtes et cessions de rémunérations du travail***

1962 - 1979

1574 W 27 Registre alphabétique

1962 - 1983

1574 W 28 Plumitif d'audiences

1974 - 1977

1574 W 29 Registre d'inscription

1976 - 1977

1574 W 30 Registre d'inscription

1977 - 1979

1574 W 31 Saisies-arrêtes et cessions de rémunérations du travail, mise au rôle : cahier d'enregistrement

1978 - 1980

1574 W 32 - 37 ***Saisie rémunérations : ordonnances, dossiers individuels de procédure***

1956 - 1974

1574 W 32 Patronymes A-Bi.

1956 - 1974

1574 W 33 Patronymes Bl-Br.

1956 - 1974

1574 W 34 Patronymes C-D.

1956 - 1974

1574 W 35 Patronymes E-J.

1956 - 1974

1574 W 36 Patronymes K-O.

1956 - 1974

1574 W 37 Patronymes P-Y.

1956 - 1974

1574 W 38 Registre des injonctions à payer

1972 - 1978

1574 W 39 Injonctions à payer : ordonnances

1981

1574 W 40 - 56 ***Juridiction gracieuse***

1975 - 1999

1574 W 40 Tutelles mineurs et majeurs protégés : ordonnances

1975 - 1979

1574 W 41 - 44 ***Administration légales des mineurs : dossiers individuels de tutelle***

1996 - 1999

1574 W 41	1996	1996
1574 W 42	1997	1997
1574 W 43	1998	1998
1574 W 44	1999	1999
1574 W 45 - 56	***Majeurs protégés : dossiers individuels de tutelle***	1996 - 1999
1574 W 45	1996	1996
1574 W 46	1997	1996
1574 W 47	1997	1997
1574 W 48	1998	1997
1574 W 49	1998	1998
1574 W 50	1998	1998
1574 W 51	1998	1998
1574 W 52	1999	1999
1574 W 53	1999	1999
1574 W 54	1999	1999
1574 W 55	1999	1999
1574 W 56	1999	1999
1574 W 57 - 214	***Tribunal de Police***	**1968 - 2004**
1574 W 57 - 63	***Registre plumitif d'audiences***	1968 - 1980
1574 W 57	5 janvier 1968-17 décembre 1968	1968

1574 W 58	3 janvier 1969-16 décembre 1969	1969
1574 W 59	20 janvier 1970-15 décembre 1970	1970
1574 W 60	19 janvier 1971-5 novembre 1971	1971
1574 W 61	5 novembre 1971-21 décembre 1971	1971
1574 W 62	7 janvier 1972-21 mars 1972	1972
1574 W 63	15 janvier 1974-11 janvier 1980	1974 - 1980
1574 W 64	Dossiers individuels d'affaires (Cour d'appel).	1979
1574 W 65	Ordonnances pénales de 1ère à 4ème classe : minutes	2002 - 2004

1574 W 66 - 132	***Ordonnance pénales de 4ème classe***	1992 - 2001
1574 W 66	Août 1992	1992
1574 W 67	Septembre 1992	1992
1574 W 68	Octobre 1992	1992
1574 W 69	Novembre 1992	1992
1574 W 70	Décembre 1992	1992
1574 W 71	Janvier 1993	1993
1574 W 72	Février 1993	1993
1574 W 73	Mars 1993	1993
1574 W 74	Mai 1993	1993
1574 W 75	Juin 1993	1993
1574 W 76	Juillet 1993	1993

1574 W 77	Septembre 1993	1993
1574 W 78	Octobre 1993	1993
1574 W 79	Novembre 1993	1993
1574 W 80	Décembre 1993	1993
1574 W 81	Janvier 1994	1994
1574 W 82	Février 1994	1994
1574 W 83	Mars 1994	1994
1574 W 84	Avril 1994	1994
1574 W 85	Mai 1994	1994
1574 W 86	Août 1994	1994
1574 W 87	Septembre 1994	1994
1574 W 88	Octobre 1994	1994
1574 W 89	Novembre 1994	1994
1574 W 90	Décembre 1994	1994
1574 W 91	Décembre 1994	1994
1574 W 92	Janvier 1995	1995
1574 W 93	Février 1995	1995
1574 W 94	Avril 1995	1995
1574 W 95	Juin 1995	1995
1574 W 96	Juillet 1995	1995
1574 W 97	Août 1995	1995

1574 W 98	Septembre 1995	1995
1574 W 99	Octobre 1995	1995
1574 W 100	Novembre 1995	1995
1574 W 101	Janvier-février 1996	1996
1574 W 102	Mai-juin 1996	1996
1574 W 103	Septembre-octobre 1996	1996
1574 W 104	Novembre-décembre 1996	1996
1574 W 105	Janvier 1997	1997
1574 W 106	Mars-avril 1997	1997
1574 W 107	Juillet 1997	1997
1574 W 108	Octobre-novembre 1997	1997
1574 W 109	Janvier 1998	1998
1574 W 110	Avril 1998	1998
1574 W 111	Août 1998	1998
1574 W 112	Septembre 1998	1998
1574 W 113	Octobre 1998	1998
1574 W 114	Novembre 1998	1998
1574 W 115	Mars 1999	1999
1574 W 116	Avril 1999	1999
1574 W 117	Juin 1999	1999
1574 W 118	Septembre 1999	1999

1574 W 119	Octobre 1999	1999
1574 W 120	Novembre 1999	1999
1574 W 121	Décembre 1999	1999
1574 W 122	Mars 2000	2000
1574 W 123	Avril 2000	2000
1574 W 124	Août 2000	2000
1574 W 125	Octobre 2000	2000
1574 W 126	Novembre 2000	2000
1574 W 127	Février 2001	2001
1574 W 128	Mars 2001	2001
1574 W 129	Mai-juin 2001	2001
1574 W 130	Octobre 2001	2001
1574 W 131	Octobre 2001	2001
1574 W 132	Novembre 2001	2001

1574 W 133 - 207	***Audiences de 5ème classe : dossiers individuels des affaires***	1968 - 2004
1574 W 133	1968	1968
1574 W 134	1969	1969
1574 W 135	1969	1969
1574 W 136	Février 1970-mars 1970	1970
1574 W 137	Mai 1970-décembre 1970	1970

1574 W 138	1971	1971
1574 W 139	1972	1972
1574 W 140	1973	1973
1574 W 141	1974	1974
1574 W 142	1975	1975
1574 W 143	1976	1976
1574 W 144	1977	1977
1574 W 145	1978-1979	1978 - 1979
1574 W 146	1989	1989
1574 W 147	Janvier 1990-mars 1990	1990
1574 W 148	Mars 1990	1990
1574 W 149	Mai 1990	1990
1574 W 150	Juillet 1990	1990
1574 W 151	Septembre 1990	1990
1574 W 152	Octobre 1990	1990
1574 W 153	Novembre 1990	1990
1574 W 154	Janvier 1991	1991
1574 W 155	Mars 1991	1991
1574 W 156	Mai 1991	1991
1574 W 157	Juillet 1991	1991
1574 W 158	Septembre 1991-octobre 1991	1991

1574 W 159	Novembre 1991	1991
1574 W 160	Janvier 1992	1992
1574 W 161	Mars 1992	1992
1574 W 162	Mai 1992	1992
1574 W 163	Juillet 1992	1992
1574 W 164	Novembre 1992	1992
1574 W 165	Janvier 1993	1993
1574 W 166	Mars 1993	1993
1574 W 167	Mars 1993	1993
1574 W 168	Mai 1993	1993
1574 W 169	Mai 1993	1993
1574 W 170	Janvier 1994	1994
1574 W 171	Mars 1994	1994
1574 W 172	Mai 1994	1994
1574 W 173	Juillet 1994	1994
1574 W 174	Septembre 1994	1994
1574 W 175	Novembre 1994	1994
1574 W 176	Janvier 1995	1995
1574 W 177	Mars 1995	1995
1574 W 178	Juillet 1995	1995
1574 W 179	Septembre 1995	1995

1574 W 180	Novembre 1995	1995
1574 W 181	Janvier 1996-mars 1996	1996
1574 W 182	Mai 1996	1996
1574 W 183	Septembre 1996	1996
1574 W 184	Novembre 1996	1996
1574 W 185	Janvier 1997	1997
1574 W 186	Mars 1997	1997
1574 W 187	Mai 1997	1997
1574 W 188	Juillet 1997	1997
1574 W 189	Septembre 1997	1997
1574 W 190	Novembre 1997	1997
1574 W 191	Janvier 2001	2001
1574 W 192	Mars 2001-mai 2001	2001
1574 W 193	Septembre 2001	2001
1574 W 194	Novembre 2001	2001
1574 W 195	Janvier 2002	2002
1574 W 196	Mars 2002-mai 2002	2002
1574 W 197	Juillet 2002	2002
1574 W 198	Septembre 2002	2002
1574 W 199	Janvier 2003-mars 2003	2003
1574 W 200	Mai 2003	2003

1574 W 201 Juillet 2003-septembre 2003

2003

1574 W 202 Novembre 2003

2003

1574 W 203 Janvier 2004

2004

1574 W 204 Avril 2004

2004

1574 W 205 Juin 2004

2004

1574 W 206 Septembre 2004

2004

1574 W 207 Décembre 2004

2004

1574 W 208 - 210 ***Ordonnance pénales de 5ème classe***

1989 - 2004

1574 W 208 1989-1997

1989 - 1997

1574 W 209 1997-1999

1997 - 1999

1574 W 210 1999

1999

1574 W 211 2000-2001

2000 - 2001

1574 W 212 2002

2002

1574 W 213 2003

2003

1574 W 214 2004

2004

1574 W 215 - 234 ***Juridictions spécialisées***

1960 - 2004

1574 W 215 - 217 ***Jugements prud'homale : minutes***

1977 - 1979

1574 W 215 1977

1977

1574 W 216 1978

1978

1574 W 217 1979

1979

1574 W 218 - 234 ***Tribunal paritaire des baux ruraux***

1960 - 2004

1574 W 218 Audiences de conciliation : enregistrement

1960 - 1977

1574 W 219 Audiences : enregistrement

1963 - 1977

1574 W 220 - 222 **Jugements paritaires : minutes**

1977 - 1979

1574 W 220 1977

1977

1574 W 221 1978

1978

1574 W 222 1979

1979

1574 W 223 - 234 **Dossiers individuels d'audiences**

1959 - 2004

1574 W 223 1959, 1961, 1963

1959 - 1962

1574 W 224 1969-1971

1969 - 1971

1574 W 225 1971-1972

1971 - 1972

1574 W 226 1973-1976

1973 - 1976

1574 W 227 1984-1988

1984 - 1988

1574 W 228 1989

1989

1574 W 229 1990-1991

1990 - 1991

1574 W 230 1992-1994

1992 - 1994

1574 W 231 1995-1996

1995 - 1996

1574 W 232 1997

1997

1574 W 233 1998

1998

1574 W 234 2000-2004

2000 - 2004